

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

MARQUET 26. — N° 35.

Mahana n° 31 aout 1877.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable à l'avance):
Un an 18 fr. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
Six mois 10 fr. à l'imprimeur du Gouvernement.
Trois mois 6 fr.
Un mois 30 centimes.

PRIX DES ANNONCES (au comptant):
De 10 francs 10 centimes
Au-dessus de 20 francs 16 centimes
Aux annonces renouvelées le payeur la rembourse au prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté portant promulgation du décret du 16 mai 1877 relatif aux taxes des correspondances (décret et instruction) et au décret portant l'assurance de la poste. — Témoignage de satisfaction. — Erratum. — Arrêt de la haute-cour ultime. — Nouvelles locales. — Annonces hydrographiques. — PARTIE NON OFFICIELLE. — Nouvelles locales. — Annonces hydrographiques. — Mouvement commercial. — Mouvements du port. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'article 65 de l'instruction ministérielle du 26 juin 1860;

Vu l'arrêté local du 21 juillet 1876 portant organisation du service postal dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté local du 26 avril 1876 portant promulgation de la législation relative à l'Union générale des postes;

Vu la dépêche ministérielle du 16 aout 1877, n° 95;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS:

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat le décret du 16 mai 1877 portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré par tout ouvrage où il sera nécessaire, au Messager et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Appelé, le 28 aout 1877.
BRUNET-MILLET.

Pour le Commandant Commissaire de la République:
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

Siglé : LA SARRAINE.

Décret portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Le Président de la République française:
Vu la loi des 14 floréal an X (4 mai 1802), 3 mai 1853 et 3 aout 1875;

Vu les décrets des 29 octobre, 10 et 16 novembre 1875, 4 mai et 21 septembre 1876, et 16 mars 1877;

Vu le traité d'union général des postes, signé à Berne le 9 octobre 1874;

— Vu l'arrangement concernant l'entrée dans l'union générale des

postes de l'Inde britannique et des colonies françaises, et signé à Calcutta le 18 aout 1876.

Vois les communications du département des postes suisses, politifiant l'admission dans l'Union générale des postes, aux conditions de l'arrangement précédent, de l'empire du Japon, de l'ensemble des colonies portugaises et de l'empire du Brésil;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Celles des dispositions du décret susvisé du 16 mars 1877 qui concernent les lettres, les cartes postales, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises, les journaux et périodiques imprimés échangés entre la France et les colonies ou échangeables ou néerlandais, sont portées tant en France que dans les colonies ou établissements français et dans les bureaux de poste établis à l'étranger, aux correspondances de même nature échangées, soit par la voie des paquebots français, soit par la voie des services étrangers, entre la France, l'Algérie, les colonies ou établissements français et les bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis, à Tangier, à Shanghai et à Yokohama, d'une part, et l'empire du Japon, l'ensemble des colonies portugaises (Goa et ses dépendances, Macao en Asie, îles du Cap vert, de São-Tome et du Prince, établissement d'Angola, province d'Angola, Mozambique en Afrique, Timor en Océanie) et l'empire du Brésil, d'autre part.

Art. 2. Les dispositions de l'article 6 du décret susvisé du 21 septembre 1876 qui concerne les correspondances à destination ou provenant de certaines villes du golfe Persique, acheminées par la voie de l'Inde britannique, sont applicables aux correspondances échangées, par la même voie, entre la France, l'Algérie, les bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tangier, à Tunis, à Shanghai et à Yokohama, d'une part, et les villes des Etats de Mandelay (Ava ou Birmanie), Kedah (Peninsule malaisie), Thibet, Caboul (Afghanistan), Tachkend, Chiva, et Djoula (Perse). Toutefois, à l'exception de la ville de Mandelay, pour laquelle l'affranchissement est facultatif et valable jusqu'à destination, l'affranchissement des correspondances à destination des places ci-dessus désignées est obligatoire et valable seulement jusqu'à la limite du territoire indien.

Art. 3. Les taxes à acquitter en France et en Algérie et dans les bureaux français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et sur les correspondances à destination ou provenant de Tripoli de Barbarie (voie d'Alexandrie), de l'île de Sainte-Hélène (voie d'Angleterre), des Etats-Unis, Costa Rica et de Nicaragua (voie des Etats-Unis), doivent être perçues sur les envoyeurs ou sur les destinataires conformément au tarif ci-après :

ORIGINE	DESTINATION	VOIES	DÉSIGNATION	TAXES A PERCEVOIR.		
				des	du	de
CORRESPONDANCES	CORRESPONDANCES	TRANSMISSION	DES CORRESPONDANCES.	cartes postales et pour	cartes postales et pour	cartes postales et pour
				cartes postales et pour	cartes postales et pour	cartes postales et pour
France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Tripoli de Barberie.	Voie d'Italie.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (b).	0° 33	+	+
			Cartes postales et paquets échangés (b).	0° 15	+	+
France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Be-Sainte-Hélène.	Voie d'Angleterre.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (b).	"	+	+
			Exemplaires de marchandises affranchis jusqu'à destination (b).	"	+	+
Île Sainte-Hélène.	France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Voie d'Angleterre.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (b).	1° 45	0° 70	0° 10
			Exemplaires et imprégnés de toute nature affranchis jusqu'à destination (b).	"	0° 70	0° 10
France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Etat de Costa Rica et de Nicaragua.	Voie des Etats-Unis.	Lettres ordinaires non affranchies.	1° 70	"	"
			Lettres ordinaires affranchies jusqu'à port de débarquement (b).	1° 55	0° 70	0° 15
France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Voie des Etats-Unis.	Lettres recommandées affranchies jusqu'à port de débarquement (b).	1° 65	0° 70	0° 15
			Imprimés de toute nature affranchis jusqu'à port de débarquement (b).	"	0° 70	0° 15
Etat de Costa Rica et de Nicaragua.	France et Algérie, Bureau français du Levant, de Tanger et de Tunis.	Voie des Etats-Unis.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à port d'embarquement (b).	1° 35	0° 70	0° 10
			Lettres recommandées affranchies jusqu'à port d'embarquement (b).	"	0° 70	0° 10
(a). Affranchissement facultatif.				(b). Affranchissement obligatoire.		

Art. 4. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions des décrets susvisés des 10 et 16 novembre 1875, 21 septembre 1876 et 16 mars 1877.

Art. 5. Les dispositions du présent décret seront exécutées à partir du 1^{er} juillet 1877, sauf en ce qui concerne les correspondances à destination ou provenant des colonies portugaises et du Brésil, par rapport auxquelles le présent décret n'entrera en vigueur que le 1^{er} juillet 1877.

Art. 6. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre

des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Versailles, le 16 mai 1877.

Siglé : MM^s de MAC-MAHON, duc de MONTAUBAN.

Par le Préfet de la République :

Le vice-amiral, sénateur,
Ministre de la marine et des colonies,
Siglé : FOUREAU.

Le ministre des finances,
Siglé : LECCY SAY.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TAHTIENNE

TROISIÈME SECTION de l'année 1876

EXTRAIT DU DÉCRET DE M. DUMANT.

Système de la Justice à Tahiti.
N° 145. — Article 1^{er}. — Les juges privés de la Cour d'appel et les juges privés de la Cour d'assises sont nommés, autorisés et autorisés par l'assemblée, et réservent à l'assemblée, d'une part, le Matapihipo à Maratatakia I., et les deux membres de sa famille, propriétaires, dénommés en Hilihi, inamis, d'autre part, le Matapihipo à Taputapio, Tahaia, Tumataimo, Outumaeva, Poihiki, Tohitohipera, Vaiavae, et l'autre membre de la famille de Hilihi, qualifiée de Farere.

Vu l'appel interjeté par l'indigène Taputapio à Taa v., le 25 avril 1876, d'une décision rendue par le conseil du district d'Hilihi en date du 30 mars 1876.

La cour,
Sur l'incident soulevé du décret d'autorisation donnée au tuteur d'enfants en justice au nom du mineur;

Où les parties et leurs délégués en leurs dires et moyens, le ministère public en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à l'ordonnance de la Reine Pomare du 21 décembre 1874;

Ainsi qu'il résulte des termes de l'article 464 du Code civil, que le tuteur ne peut, au nom du mineur pour lequel il agit, introduire en justice une action relative aux droits immobiliers du mineur sans l'autorisation du conseil de famille;

Qu'en l'espèce il s'agit d'une action immobilière appartenant au prince unissant Tapuhinianua, dont le prince Ariaua a Poumar a été nommé tuteur par délibération du conseil de famille, dudit mineur à date, à l'âge de 22 ans dix mois;

Attendu que ladite délibération est évidente à l'égard de l'autorisation exigée aux termes de l'article 464 du code civil ci-dessus;

Qu'il se peut donc pas appartenir à la cour de statuer en l'état, sur l'intervention faite au nom du mineur dont s'agit, dans la contestation existante entre le sieur NATHANIELLE "A" Maratatakia et la femme Taputapio à Taa v., sur l'appel interjeté par cette dernière contre un ou plusieurs du conseil du district d'Hilihi en date du 30 mars 1876, traité à la sécession des sept termes dont les noms suivent : 1^{er} Taputapio, 2^{me} Tumataimo, 4^{me} Outumaeva, 5^{me} Poihiki, 6^{me} Tohitohipera, 7^{me} Vaiavae, toutes issues en début du district, quartier de Farere;

Alors, en conséquence, que la cause de l'interjeté ait pour but d'obstruer le droit jusqu'à ce que l'affaire soit en état et que le tuteur puisse justifier de sa qualité en apportant à la cour l'autorisation nécessaire pour agir au nom du mineur;

Par conséquent,

— Surtout d'abord, quant au fond, jusqu'à l'établissement de l'autorisation voulue par l'article 464 du Code civil précité ; renvoie l'affaire à la prochaine session ; ordonne la résolution de l'audience consignée ; réserve les débats.

PARTIE NON OFFICIELLE

PAPETE, le 31 aout 1877.

La frégate la *Majestique*, portant le pavillon de M. le contre-amiral Serre, commandant en chef la division maritime du Pacifique, a mouillé sur notre rade le vendredi 24, vers quatre heures de l'après-midi, venant de San-Francisco et, en dernier lieu, de Nukahiva (Marquises).

Voici le personnel des officiers embarqués à bord :

Etat-major général :

MM. SERRE, contre-amiral, d'ONCEA à la BATZIN, capitaine de frégate, chef d'état-major.

HARBOUR, lieutenant de vaisseau, aide de camp.

LE MAGNIER, lieutenant de vaisseau, secrétaire.

COULON, enseigne de vaisseau, officier d'ordonnance.

CAILLARD, aspirant de 1^{re} classe (aspirant de la majorité), DUCRET de VILLENEUVE, aspirant de 1^{re} classe (aspirant de la majorité).

BRIBAUD, sous-commissaire de division, officier d'administration.

SATYATOU, médecin principal, médecin de division.

VATHBERT, amoureux de division.

État-major.

MM. BESSE, capitaine de vaisseau, commandant.

FLEUREAU, capitaine de frégate, second.

PETIT, lieutenant de vaisseau.

GARNET, id.

BRETON, id.

FEARNAW, id.

COCQSON ROGER, id.

GRANMONTAGNE, enseigne de vaisseau.

d'HESPEL, id.

VELLANDE, lieutenant de frégate de la marine péruvienne.

COLLOMB, id.

PIVER, aspirant de 1^{re} classe.

SIMPETTE, id.

FAVEREAU, id.

ALLIOT, id.

TOURNIER, id.

MOSSE, id.

PAPEAUX, id.

LALLEMENT DE DIERS, aspirant de 1^{re} classe.

de BRUNEL, id.

de PEGUERIN, officier principal.

DUBROS, médecin de 2^e classe.

LASSAGE, médecin de 3^e classe.

M. le capitaine de vaisseau Brunel-Millet, nommé par décret du 5 juillet Commandant des Etablissements français de l'Océanie et Commissaire de la République aux îles de Société, avait pris passage de San Francisco à Tahiti à bord de la frégate, qui amena aussi comme passagers l'état-major et l'équipage de la goëlette la *Mézange*, naufragée aux Marquises.

Le samedi 25 du courant, vers 4 heures de l'après-midi, notre nouveau Commandant, M. le capitaine de vaisseau Brunel-Millet, a fait sa descente officielle à terre. Il a été reçu avec le cérémonial d'usage et s'est rendu immédiatement à l'hôtel du gouvernement, où l'avaient reçus tous les fonctionnaires et officiers de la colonie.

M. le Commissaire général Michaux a salué la bienvenue à son successeur, en termes qui ont été au cœur de tous et que personne n'oublierá.

M. le Commandant Brunel-Millet, qu'un deuil récent vient d'affliger, a répondu par quelques paroles empreintes de la plus sensible émotion ; il a fait appeler aux sentiments d'harmonie et de concorde de tous pour arriver à continuer, au pays les meilleurs des administrations précédentes.

Les présentations personnelles et les visites de corps ont été faites immédiatement après.

Dans la matinée de vendredi dernier, 25 du courant, un accident, dont les causes sont heureusement sans gravité, est venu attribuer à la population de notre ville. Le croiseur le *Cressier*, commandant KERON, capitaine de frégate, avait été mis par M. le contre-amiral S. R. à la disposition de S. M. la Reine pour effectuer son retour de Moorea. Au moment où il allait franchir la ligne du récif de la grande passe, le bâtimant toucha sur les coraux de la partie ouest. La machine fut renversée immédiatement ; toutes les manœuvres usitées par la parcellaire circunnavigante furent inutiles, mais en vain ; le navire restait incrévable et fut arraché par le corail.

L'amiral, qui était alors informé de l'événement, envoya des secours en hommes, canots, ancre, amarres, etc., et alla lui-même au secours compte de l'importance de l'échouage. L'arsenal de Fare-Pita, connu comme l'Inferno, son concours habile et dévoué ; le remorqueur de la maison Braud, dont les feux avaient été allumés, se jeta au naufrage au capot de la frégate pour aider au sauvetage. L'anxiété à terre était grandissante ; l'inquiétude se lisait sur tous les visages, et, à quelques exceptions près, chacun faisait des prières théâtriques souhaitant pour le succès de l'opération. Au bout d'un quart d'heure, tout le monde fut sauvé, mais le navire fut arraché par le corail et renversé par une petite brise d'Ouest plutôt favorable que véritable tempête.

Enfin, vers 10 heures, après des efforts de toute sorte et des manœuvres exécutées avec sang-froid et habileté, le *Ségaou*, débarqué d'une partie de son charbon qu'on avait dû jeter à la mer, rentrait sur port sans autre avarie que la perte d'une partie de sa flèche quille.

Voici quelques détails sur la perte de la goëlette la *Mézange*.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le dernier numéro du *Messager*, la *Mézange* s'est perdue à l'entrée de la baie de Taio-hae (ou des Virges), le Magd-leon, M. le capitaine Dubois, le 21 nuit du 12 au 13 aout, au quartier de l'entrée à l'entrée de la baie pour venir y prendre la flottille des Marquises. Le pilote, placé sur le boussole, surveillait la côte et prévenait le capitaine quand il était opportun de virer de bord : ce fut une de ces évolutions qui causa la perte du bâtimant, car au moment de l'exécuter la bise, changeant brusquement de direction, jeta le navire sur le côté nord de la baie, où il s'échoua sur les roches qui la bordent. Il était 8 heures du soir. Tous les efforts tentés pour remettre le navire à flot ont été vains et dès que la mer a commencé à monter, la *Mézange* a eu des secousses énormes ; son gouvernail a été démonté, l'étrave qui la mara a enlevé. A 20 30 du matin, il fut impossible de se dégager, mais lorsque l'équipage a compris que la survie de l'équipage était compromise, la survie de l'équipage, le navire a été abandonné et, quelques minutes après il coula.

Le 15 août au soir, la frégate amiraute la *Majestique*, informée du sinistre, appareilla immédiatement de la baie de Taio-hae où elle était, et se rendit sur le lieu de l'accident. Tous efforts étaient, hélas ! inutiles. La frégate recueillit les naufragés, ainsi que le peu de matériel qui put être sauvé, et revint à Taio-hae.

La distribution des prix de l'*Œuvre* des apprenants et le tirage de le loterie au profit des enfants pauvres ont été fin dimanche dernier 26 août, dans l'école de la Mission catholique. Le comité rendu en sera publié au prochain numéro du *Messager*.

